



Monsieur Olivier DUSSOPT
Ministre délégué, chargé des Comptes publics
Ministère de l'Économie, des Finances et de la Relance
139, RUE DE BERCY
75012 PARIS

Unieux, le 6 juin 2021

Objet: Inquiétudes au sein des Finances Publiques

CECILE
CUKIERMAN

SÉNATRICE
DE LA
LOIRE

VICE-PRÉSIDENTE
DE LA COMMISSION
COMMISSION DES LOIS
CONSTITUTIONNELLES,
DE LÉGISLATION, DU
SUFFRAGE UNIVERSEL,
DU RÈGLEMENT ET
D'ADMINISTRATION
GÉNÉRALE

CONSEILLÈRE
RÉGIONALE
AUVERGNE
RHÔNE ALPES

Monsieur le Ministre,

Je suis interpellée sur mon territoire par le personnel de la Cité Administrative d'Etat de Lyon qui s'inquiète d'une future restructuration.

En effet, la Cité Administrative actuellement vétuste va être démolie pour laisser place à de nouveaux bureaux. Si cette nouvelle va dans le bon sens, il apparaît que ce déménagement pourrait aussi servir une restructuration des services et donc conduire à de nouvelles suppressions de postes.

Or, depuis plus de 10 ans les effectifs des Finances Publiques ne cessent de baisser. A titre d'exemple, en septembre prochain le service impôts entreprises, situé à Lyon et qui répond aux questions et mails des entrepreneurs du Rhône concernant leur fiscalité, sera en partie délocalisé à Lons-le-Saunier au 1er septembre 2021, ce qui va de fait entraîner une réduction des effectifs lyonnais car beaucoup ne pourront faire quotidiennement les 300 kilomètres qui séparent les deux villes.

Je peux également citer le centre de contact de Lyon qui emploie aujourd'hui 71 personnes chargées de répondre aux appels des usagers d'une partie de la France. Entre 2021 et 2026, 35 postes seront transférés dans les centres de contacts nouvellement créés (Lens, Angoulême, Nevers, Charleville-Mézières, Vesoul) soit 35 postes de perdus à Lyon.

Depuis de trop nombreuses années je vous interpelle sur les fermetures successives des trésoreries qui sont dans la droite lignée de la casse des services publics de proximité. La crise de la Covid-19 a pourtant montré avec la situation des hôpitaux que la France doit se doter d'un service public fort si nous souhaitons relever les défis de demain.

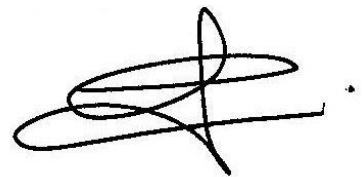
Il appartient donc à l'Etat de tirer les leçons de cette crise afin de pérenniser et de réinvestir dans nos services publics locaux. L'Etat doit être le garant d'un principe d'égalité d'accès aux services publics pour les citoyens sur l'ensemble du territoire et les prochaines décisions vont à l'opposé de ce principe.

Compte tenu de ces éléments, je vous saurais gré d'intervenir afin que tous les emplois soient préservés au sein des finances publiques, véritable service public de proximité.

Comptant sur votre diligence,

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de mes salutations distinguées.

Cécile CUKIERMAN

A handwritten signature in black ink, consisting of several loops and a long horizontal stroke at the end, followed by a small dot.